



**Signature de la convention collective de Navistar >> PAGE 2**  
**Aussi dans ce numéro : Première conférence des jeunes travailleuses et travailleurs >> PAGE 4**



VOLUME 2, NO 21

[WWW.UNIFOR.ORG](http://WWW.UNIFOR.ORG)

23 OCTOBRE 2014

# uniforum



En Nouvelle-Écosse, les travailleuses et travailleurs du secteur de la santé, dont des membres d'Unifor, ont récemment manifesté devant l'Assemblée législative.

## Nomination d'un arbitre dans le secteur de la santé de la Nouvelle-Écosse

Unifor est ravi que James Dorsey, c.r., soit le médiateur-arbitre nommé pour régler les difficultés découlant de la mise en œuvre du projet de loi 1 du gouvernement néo-écossais et de son incidence sur les

>> Suite à la page 3

## Arrêtons les taxis pirates

Jerry Dias, président national d'Unifor, a écrit au ministre des Transports de l'Ontario pour lui demander de prendre immédiatement des mesures afin de freiner la propagation des taxis pirates à l'échelle provinciale, y compris ceux qui prennent la forme d'applications mobiles comme Uber.

« Il est indéniable qu'il y a un créneau pour Uber en Ontario, mentionne-t-il dans la lettre qu'il

a adressée au ministre Steven Del Duca le 8 octobre. Mais ils devraient être régis par le même cadre de délivrance de permis et les mêmes règles en matière de santé et de sécurité publiques que les autres exploitants. »

Unifor représente près de 2 500 travailleurs de l'industrie du taxi en Ontario.

Les applications mobiles comme Uber se présentent comme des services de covoiturage en mettant en contact des passagers potentiels et des conducteurs indépendants disponibles. Ces conducteurs ne

>> Suite à la page 3

## Référendum sur le transport en commun

Le 8 octobre, les sections locales 111 et 2200 d'Unifor, établies à Vancouver, ont ratifié une prolongation d'un an de leur convention collective, laquelle comprenait une augmentation de salaire de 1,75 p. 100.

Unifor, qui représente des opérateurs de véhicules de transport en commun et des

>> Suite à la page 3

#unifor 

Voici une sélection de gazouillis sur @SyndicatUnifor.

**@InstitutCDHowe**  
Président national de @UniforTheUnion, @JerryPDias, nous visite pour discuter le mouvement ouvrier et de bons emplois [pic.twitter.com/4E477PabK](http://pic.twitter.com/4E477PabK)


**@FTQnouvelles** La FTQ et @uniforquebec réagissent au rapport du Chantier sur les améliorations du régime forestier #SyndQc #polqc [goo.gl/JYS1Xp](http://goo.gl/JYS1Xp)

## Sous-traitance des travaux d'impression

D'après Unifor, la décision du gouvernement d'attribuer ses contrats d'impression à des entreprises à but lucratif pourrait compromettre la protection des renseignements et coûter plus cher.

« L'idéologie du gouvernement éclipse toujours le bon sens, a affirmé Alex Charles, président de la section locale 780G d'Unifor, qui représente l'effectif de l'Imprimeur de la Reine. S'ils prenaient le temps d'examiner les chiffres, ils constateraient que l'Imprimeur de la Reine est un service utile et rentable pour le gouvernement en entier. »

Le gouvernement de la Colombie-Britannique a récemment annoncé qu'il allait fermer son service d'impression interne et faire appel à des imprimeurs du secteur privé, dont les tarifs sont plus élevés. L'Imprimeur de la Reine imprime des documents gouvernementaux de nature délicate depuis 155 ans. Un grand nombre de ministères ont recours à l'Imprimeur de la Reine comme solution peu coûteuse.

« L'Imprimeur de la Reine existe depuis près de 155 ans pour une raison : le gouvernement a besoin d'une source d'impression confidentielle avec un bon rapport coût-efficacité. Désormais, ce travail sera exécuté hors site pour faire des profits », a déclaré Joie Warnock, directrice de la région de l'Ouest d'Unifor. « Il n'y a littéralement aucune raison de privatiser cet organe du gouvernement. » 

## Encadré photo

VEUILLEZ SOUMETTRE VOS PHOTOS À  
[COMMUNICATIONS@UNIFOR.ORG](mailto:COMMUNICATIONS@UNIFOR.ORG)



Les membres retraités de la section locale 584 d'Unifor ont amassé 450 kg de denrées alimentaires pour la Knights Table de Brampton, ON. Elles ont été livrées par Doug Berry (secrétaire de la section des travailleurs retraités), Chris Wilski (président de la section des travailleurs retraités) et Frank Marek (vice-président de la section des travailleurs retraités).

PHOTO PAR GERRY GOODISON



L'équipe de direction de MDA a récemment remis à Unifor un symbole de l'histoire de l'aérospatiale : le Canadarm. Il sera conservé au Centre familial d'éducation d'Unifor situé à Port Elgin, en Ontario. Il a été fabriqué par SPAR Aerospace.


## Pétition sur le trouble de stress post- traumatique

Les intervenants d'urgence (personnel paramédical, policiers et pompiers) font face

à des événements traumatisants presque tous les jours afin d'assurer la sécurité et le bien-être du public. Par conséquent, bon nombre de ces intervenants souffrent de trouble de stress post-traumatique (TSPT).

À l'heure actuelle, les dispositions de la Loi sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail opposent un obstacle aux

demandes d'indemnisation liées au TSPT. De nombreux intervenants continuent de subir les effets du TSPT pendant la longue procédure d'appel qui détruit leur santé personnelle et celle de leur famille.

Pour imprimer, signer et faire circuler la pétition, allez à l'adresse [www.unifor.org](http://www.unifor.org). 

## Ratification de l'entente avec Navistar concernant les salaires à deux niveaux

Les travailleuses et travailleurs de Navistar Canada Inc. ont ratifié une convention qui corrige en grande partie une structure salariale injuste.

Le 16 octobre, les membres de la section locale 504 d'Unifor, qui faisaient la grève depuis le 29 septembre, ont approuvé une convention qui s'opposait à l'établissement d'un troisième palier salarial et comblait considérablement l'écart entre les deux autres paliers.

Situé à Hannon, en Ontario, Navistar est un centre de distribution de pièces qui compte une trentaine d'employés syndiqués.

« Cette convention avantageuse fait en sorte que les jeunes travailleurs comme les travailleurs d'âge mûr toucheront un salaire plus juste, a indiqué Dave Reston, président de la section locale 504. Nos membres ont défendu leurs droits ainsi que ceux de la prochaine génération de travailleurs. » Navistar Canada Inc,


anciennement l'International Truck and Engine Corporation, est l'installation de distribution qui dessert le centre de distribution des pièces pour l'Est canadien afin de soutenir les véhicules d'International Truck and IC Bus, les moteurs diesel de MaxxForce et toute la fabrication de camions commerciaux. 

UNIFOR COMMUNICATIONS: SARAH BLACKSTOCK, SHANNON DEVINE, KATIE ARNUP, STUART LAIDLAW, IAN BOYKO, SHELLY BURGOYNE, MARIE-ANDRÉE L'HEUREUX ET ANNE MARIE VINCENT

>> Suite de  
"Arrêtons les taxis  
pirates" on page1

sont pas obligés de détenir un permis, peuvent conduire des véhicules qui ne sont pas munis de dispositifs de sécurité et sont généralement exemptés des exigences standard en matière d'assurance, notamment.

« Le fait qu'Uber croit qu'il peut unilatéralement se soustraire aux règles et aux règlements de l'industrie, lesquelles visent en grande partie à protéger le public, en se posant simplement en entreprise spécialisée dans la technologie, est franchement absurde », a fait observer M. Dias au ministre Del Duca.

Unifor souhaite qu'une loi soit adoptée pour retirer les taxis de la rue et que les parties prenantes se rencontrent. 

>> Suite de  
"Référendum sur  
le transport en  
commun" on page1

spécialistes de l'entretien de TransLink ainsi que des travailleurs de SeaBus, a pris contact avec l'employeur relativement à la prolongation de la convention collective de manière à ce que les négociations ne soient pas une distraction pendant le référendum sur le financement du transport en commun de 2015.

« Il est logique que chacun concentre ses énergies à répondre aux besoins de notre système de transport en commun et à voter oui au référendum », a déclaré Nathan Woods, président de la section locale 111 d'Unifor.


« Compte tenu de l'importance du référendum, nous croyons que nous



Arrivée des membres des sections locales 111 et 2200 d'Unifor appelés à ratifier la prolongation de leur convention collective

n'aurions pas pu obtenir de meilleurs résultats à ce stade-ci », a indiqué Joe Elworthy, coprésident du comité de négociation d'Unifor.

Les sections locales 111 et

2200 représentent plus de 4 700 travailleuses et travailleurs du secteur du transport en commun dans les basses-terres continentales de la Colombie-Britannique. 

## Le saviez-vous?

Lors des élections de 2013, la première ministre Christy Clark a promis de tenir un référendum sur l'avenir du financement du transport en commun à Vancouver et dans les basses-terres continentales de la Colombie-Britannique.

>> Suite de  
"Nomination d'un  
arbitre dans le secteur  
de la santé de la  
Nouvelle-Écosse" on  
page1


professionnels de la santé, leur représentation syndicale et leurs conventions collectives.

La nomination de M. Dorsey avait été recommandée par les quatre syndicats du secteur de la santé, soit Unifor, le SCFP, la NSNU et le NSGEU, et approuvée par les autorités sanitaires de la Nouvelle-Écosse.

« Le fait que nous ayons réussi à nous entendre rapidement avec l'employeur quant à la sélection d'un arbitre démontre que les syndicats et les autorités sanitaires peuvent travailler ensemble, même si nous affirmons,

et continuerons d'affirmer, que le projet de loi 1 est anticonstitutionnel et viole les droits de nos membres garantis par la Charte », a déclaré Lana Payne, directrice de la région de l'Atlantique, Unifor.

Entre autres, le projet de loi 1 ferait passer le nombre d'unités de négociation de 50 à 4 dans le secteur de la santé de la Nouvelle-Écosse. Si la médiation ne règle pas la situation, M. Dorsey sera habilité à imposer un règlement quant à la représentation syndicale des travailleuses et travailleurs.

Auparavant, M. Dorsey, qui possède 37 ans d'expérience de l'arbitrage, a été désigné pour gérer la fusion des autorités sanitaires en Colombie-Britannique. 

## Les travailleuses et travailleurs de Bell Aliant concluent une entente

Les membres d'Unifor sont parvenus à un accord de principe triennal avec Bell Aliant avant que la transaction d'achat par Bell Canada Enterprises Inc. soit conclue le 31 octobre.


« Nous avons poursuivi le processus de négociation qui avait été enclenché avant l'annonce de l'achat de l'entreprise et nous estimons que cet accord sert les intérêts supérieurs des employés de Bell Aliant », a déclaré Rick Rose, représentant national d'Unifor.

Les résultats du scrutin de ratification seront dévoilés le jeudi 30 octobre.

S'il est ratifié, l'accord entrera en vigueur le 1er janvier 2015, un jour après l'expiration de la convention collective triennale en cours.

Unifor représente près de 3 000 employées et employés de Bell Aliant dans les 4 provinces de l'Atlantique, dont environ 1 050 en Nouvelle-Écosse, 675 à Terre-Neuve-et-Labrador, 875 au Nouveau-Brunswick et 185 à l'Île-du-Prince-Édouard.

Les travailleurs bénéficieront d'une offre de départ à la retraite pendant une période limitée.

Le comité central de négociation du syndicat va tenir des assemblées de ratification au cours des prochaines semaines pour présenter les détails de l'entente et répondre aux questions des employés de Bell Aliant. 



## Tout en lumière

Par Julie White, directrice du Service de la condition féminine d'Unifor


**« Je jure de ne jamais commettre, de ne jamais excuser et de ne jamais taire les actes de violence envers les femmes. Voilà le serment que je prête. » - Délégués au Conseil canadien 2014 d'Unifor**

Le 6 décembre 1989, 14 étudiantes en génie de l'École Polytechnique ont été mises à l'écart et assassinées uniquement en raison de leur sexe. Cette année, la Journée

nationale de commémoration et d'action contre la violence faite aux femmes marquera le 25<sup>e</sup> anniversaire de cette tragédie. Bien que les choses aient beaucoup changé depuis, la violence envers les femmes est encore omniprésente dans notre société.

D'ici le 6 décembre 2014, Unifor se rappellera ces femmes assassinées à cause de la violence fondée sur le sexe, tiendra une réflexion sur les femmes qui vivent la réalité de la violence au quotidien et réaffirmera l'engagement qu'il a

pris de passer à l'action. Les sections locales d'Unifor sont invitées à appuyer deux campagnes similaires : « Faisons la lumière sur la violence envers les femmes » et « Éclairons la nuit - ensemble contre la violence ». Les deux campagnes visent à illuminer des bâtiments et des collectivités à la grandeur du Canada dans le but de mieux sensibiliser le public à la violence fondée sur le sexe. La campagne « Faisons la lumière sur la violence envers les femmes » ([lawc.on.ca/](http://lawc.on.ca/)

shinethelight/) demande aux collectivités d'illuminer leurs bâtiments en violet pendant le mois de novembre. De façon similaire, le 6 décembre 2014, l'initiative « Éclairons la nuit - ensemble contre la violence » du YWCA ([www.campagnedesroses.ca](http://www.campagnedesroses.ca)) invite les collectivités à illuminer leurs bâtiments en rouge. À l'appui des deux initiatives, les bureaux d'Unifor seront illuminés en violet du 1<sup>er</sup> au 6 décembre. 

## Première conférence des jeunes

Les jeunes travailleuses et travailleurs d'Unifor ont tenu leur première conférence du 1<sup>er</sup> au 3 octobre. La plupart des 120 participants à la conférence ont également assisté au Sommet sur les emplois de qualité le week-end suivant.

Cette conférence couronnée de succès s'est déroulée au centre pour les étudiantes et étudiants de l'Université Ryerson, un

établissement au cœur de Toronto détenu et géré par un syndicat étudiant.

Pendant la conférence, les jeunes membres d'Unifor ont reçu la visite de Jerry Dias, président national, qui les a encouragés à jouer un rôle actif dans leurs sections locales.


Les représentants nationaux et les militants d'Unifor ont aussi entrepris les participants de questions relatives à la sécurité de la retraite, aux médias sociaux et à la structure syndicale. Ils ont aussi discuté de moyens de renforcer les comités des jeunes travailleuses et travailleurs.



Délégués rassemblés récemment à Toronto à l'occasion de la première conférence des jeunes d'Unifor

Le dernier jour de la conférence, les participants ont pris part à deux ateliers pratiques. Le premier visait à mieux leur faire comprendre les enjeux qui touchent actuellement les jeunes

travailleuses et travailleurs.

Le deuxième avait pour objectif de les aider à comprendre le rôle qu'ils peuvent jouer dans la mobilisation des parties prenantes pour s'attaquer à ces enjeux. 

## Unifor défendra les travailleurs des médias

Unifor, qui représente des travailleurs de Sun Media et de Postmedia à la grandeur du pays, suivra attentivement le processus d'acquisition de Sun Media par Postmedia au cours des prochains mois.

« Il s'agit d'une période très difficile pour nos membres, et Unifor veillera à protéger leurs droits et leur capacité à accomplir efficacement leur

travail ainsi que la viabilité future de cette industrie importante », a mentionné Howard Law, directeur du secteur des médias d'Unifor.

« Nous surveillerons de près les démarches du Bureau de la concurrence et nous ferons tenir parole au président de Postmedia, Paul Godfrey, qui a promis d'exploiter les principaux quotidiens de Sun Media en

conjonction avec les activités actuelles de Postmedia », a déclaré Paul Morse, président de la section locale 87 M d'Unifor, qui représente des employés de plusieurs journaux de Sun Media.

À Vancouver, où la section locale 2000 M d'Unifor représente des employés des journaux Vancouver Sun et The Province, propriétés de Postmedia, des préoccupations

ont été exprimées.

« C'est un triste jour, car plusieurs journaux canadiens passeront aux mains de fonds spéculatifs américains, a indiqué Gary Engler, vice-président de la section locale 2000. La section locale 2000 fera tout son possible pour protéger les intérêts de ses membres et défendre le journalisme canadien. » 